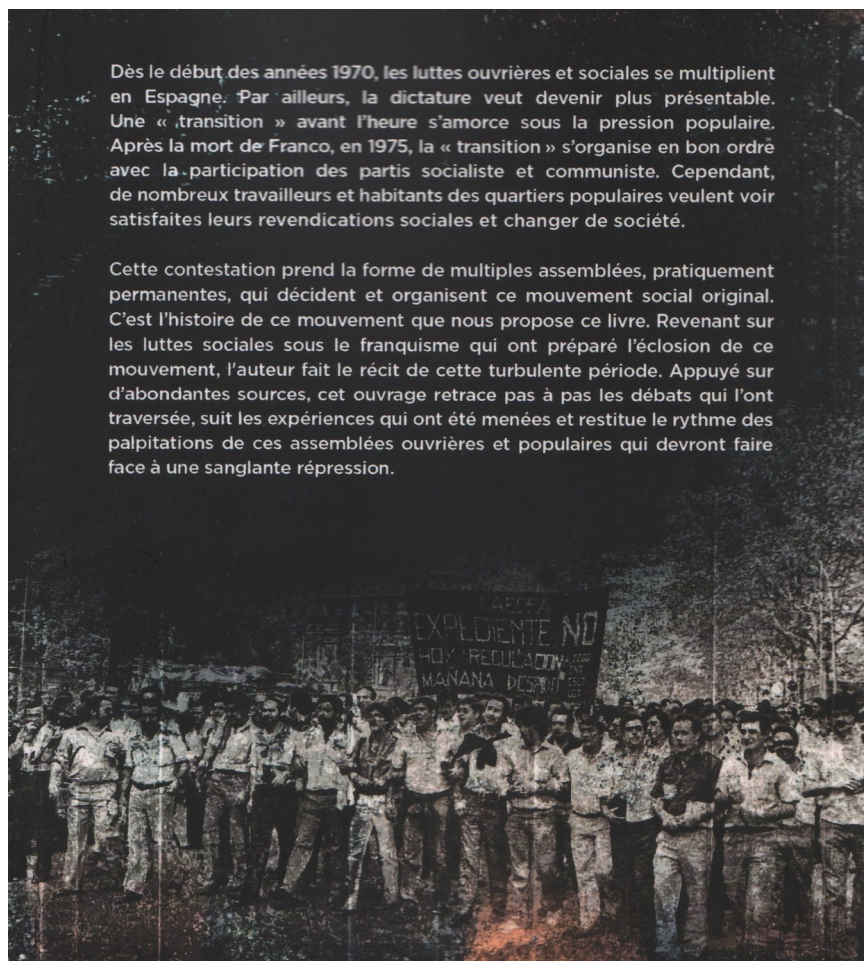


Le livre : *Tout le pouvoir à l'assemblée ! : une histoire du mouvement ouvrier espagnol pendant la transition (1970-1979)*



Arnaud Dolidier (Auteur) -
Syllepse (Éditeur)



Dès le début des années 1970, les luttes ouvrières et sociales se multiplient en Espagne. Par ailleurs, la dictature veut devenir plus présentable. Une « transition » avant l'heure s'amorce sous la pression populaire. Après la mort de Franco, en 1975, la « transition » s'organise en bon ordre avec la participation des partis socialiste et communiste. Cependant, de nombreux travailleurs et habitants des quartiers populaires veulent voir satisfaites leurs revendications sociales et changer de société.

Cette contestation prend la forme de multiples assemblées, pratiquement permanentes, qui décident et organisent ce mouvement social original. C'est l'histoire de ce mouvement que nous propose ce livre. Revenant sur les luttes sociales sous le franquisme qui ont préparé l'éclosion de ce mouvement, l'auteur fait le récit de cette turbulente période. Appuyé sur d'abondantes sources, cet ouvrage retrace pas à pas les débats qui l'ont traversée, suit les expériences qui ont été menées et restitue le rythme des palpitations de ces assemblées ouvrières et populaires qui devront faire face à une sanglante répression.

Page 1 à 13 - **Trois recensions de l'ouvrage :**

- Tout le pouvoir... par Frédéric thomas - Lundimatin - 23 août 2021
- Assembléisme, autonomie et « transition » par Freddy Gomez - *À contretemps* - Septembre 2021
- Tout le pouvoir... par Guillaume de Gracia - *Chroniques Noir et Rouge* - Septembre 2021

Page 14 à 15 - **Dépliant pour la soirée au CRAS le 5 novembre 2021.** Echanges avec Arnaud Dolidier autour de son livre et projection

Page 16 - **Affiche** pour la soirée



<https://lundi.am/Tout-le-pouvoir-a-l-assemblee-Une-histoire-du-mouvement-ouvrier-espagnol>

Tout le pouvoir à l'assemblée ! Une histoire du mouvement ouvrier espagnol pendant la transition (1970-1979)

[Note de lecture]

paru dans [lundimatin#301](#), le 23 août 2021

L'émergence du Mouvement des indignés, en Espagne, en mai 2011, a mis en avant des « protestations assembléistes », centrées sur les assemblées. Or, les modalités d'organisation et d'action de ce mouvement font écho à une pratique des luttes ouvrières, oubliée et même occultée par ce que l'auteur nomme « le mythe de la "transition" », consacrant le passage graduel, dans les années 1970, du régime franquiste (Franco meurt en 1975) à la démocratie espagnole. Loin de l'image consensuelle et convenue, cette période est en réalité marquée par des « mobilisations populaires et ouvrières d'une ampleur inédite », qui se manifestent par des grèves, des occupations d'usines et une conflictualité importante (page 13).

Une histoire invisibilisée

Tout le pouvoir à l'assemblée ! Une histoire du mouvement ouvrier espagnol pendant la transition (1970-1979) a dès lors pour ambition de faire connaître une histoire peu connue, et par-là même de démonter le mythe de la transition, en montrant l'invisibilisation de l'expérience d'auto-organisation du mouvement ouvrier. Les chapitres suivent chronologiquement, de 1969 à 1978 (en 1977, les principaux partis et syndicats sont légalisés et des élections législatives réalisées), le développement des grèves, parfois massives – 350.000 salariés sont en grève dans la capitale espagnole en janvier 1976 ; 10 à 30.000 personnes participent aux assemblées de Sabadell, dans la région catalane, un mois plus tard –, en détaillent le déroulé, en s'attachant tout particulièrement à des luttes emblématiques (à la charnière

de 1977-1978, la grève assembléiste de Roca reste le symbole des mobilisations ouvrières autonomes), où s'illustrent l'originalité et la radicalité de conflits ouvriers, qui sont, tout au long de cette période « structurés et organisés à partir d'assemblées ».

Arnaud Dolidier analyse au plus près la pratique assembléiste, ainsi que les autres formes de lutte qui lui sont associées, dont celles des « encierros » (littéralement, « enfermement), qui consistent à s'enfermer, le plus souvent au sein d'une église, pour tenir une assemblée, à l'abri de la police, discuter et délibérer de la marche à suivre [1]

[1] Il aurait d'ailleurs été intéressant de dire si cette...

. Il montre en outre la dynamique d'identification à l'œuvre : l'assemblée construit « un sentiment d'appartenance sociale à la classe ouvrière : un sentiment que les travailleurs "découvrent" lorsqu'ils se réunissent et prennent confiance en leur capacité d'initiative et d'organisation » (page 28).

Cette culture assembléiste se développe, en lien avec le renforcement des Commissions ouvrières (CCOO), où les militants communistes sont majoritaires, mais où sont également actifs une nouvelle génération politique, impulsant « une nouvelle stratégie révolutionnaire fondée sur l'autonomie ouvrière » (pages 20-21). Mais les CCOO entretiennent une posture hybride et même contradictoire, qui consiste à encourager les assemblées, tout en cherchant à limiter ou à contrôler leur autonomie. De manière générale, la pratique assembléiste fut, de toutes façons, toujours en butte à l'hostilité et aux manœuvres syndicales. Au centre de la discorde se situent, entre autre, l'antagonisme entre « démocratie ouvrière » et démocratie libérale, et la question de la représentativité ouvrière ; qui représente les ouvriers : les délégués syndicaux ou l'assemblée ?

Les syndicats cherchèrent en conséquence à « aligner » les assemblées sur leurs mots d'ordre et stratégies, et, de manière plus générale, à discipliner ces luttes pour qu'elles correspondent à la vision et au cadre politique d'une « rupture pactée ». L'histoire de l'insubordination ouvrière des années 1970, en Espagne, peut dès lors être lue comme la reconfiguration des assemblées, jusqu'à ce que celles-ci « deviennent un instrument au service du syndicalisme et non plus l'espace politique et social de la grève » (page 242).

À l'encontre de l'image d'une transition « naturelle », l'auteur rappelle la répression généralisée et brutale – tant de l'État que du patronat – tout au long de ces années, et alors que les grèves dites « politiques » demeurèrent interdites jusqu'à la fin des années 1970. Face à cette répression, l'opposition politique, elle, entend répondre par la démonstration d'un mouvement « respectueux » et « responsable », « pacifique » et « unitaire ». S'inscrivant dans la réflexion de Jacques Rancière, Arnaud Dolidier insiste d'ailleurs sur l'enjeu des mots et des qualificatifs, et la manière dont ceux-ci contribuent à dessiner, à restreindre ou à occulter l'espace de la lutte, les contours des différends et des conflits. Ainsi, « la volonté des délégués syndicaux de présenter le mouvement de grève comme le résultat de l'"unité du mouvement ouvrier" est le fruit d'un discours qui ne résiste pas aux réalités contestataires, caractérisées par des situations contradictoires et des stratégies opposées » (page 69).

Syndicats et partis de l'opposition démocratique entendent construire des alliances avec d'autres classes sociales – et d'abord les classes moyennes –, ce qui les entraîne à réguler les grèves afin de ne

pas « effrayer » les autres secteurs de la société. De même, leur reconfiguration de l'héritage anti-franquiste en légitimation de la démocratie parlementaire et libérale passe par un code narratif, renforçant le mythe de l'unité nationale, au détriment de pratiques autonomes de la classe ouvrière. La mise en avant, enfin, d'une série d'antinomies – réalisme/maximalisme ; sérieux/irresponsable ; pacifique/violent ; etc. – participe de la construction et de la consolidation d'un « *a priori* théorique », de « l'imaginaire politique de la réforme » et de *l'esprit* de la Transition (pages 220 et suivantes), fixant non seulement ce qui est légitime ou non, les rôles et les places de chacun, mais aussi ce qui est politique, ce qui est possible et, en fin de compte, ce qui est vécu et racontable. D'où l'invisibilité de ce moment d'insubordination ouvrière, auquel ce livre entend justement rendre justice, en redonnant à ses protagonistes leurs paroles, et à leur expérience originale leur tranchant.

Autonomie en suspens

Les syndicats eurent beau jeu de justifier leur action et leur critique des assemblées au nom de la nécessité de dépasser la lutte au sein d'une ou deux entreprises, afin de se coordonner au niveau national. L'auteur s'arrête cependant peu sur l'absence de construction d'une coordination des assemblées, faisant porter l'essentiel sinon l'intégralité de l'échec du mouvement sur les seuls syndicats. Il semble reprendre à son compte et généraliser l'analyse de la revue autonome militante, *Teoría y práctica*, estimant, par exemple, que toute la responsabilité de l'échec de la grève de la métallurgie de Biscaye de la fin 1976, « retombe sur les appareils bureaucratiques » (page 176). C'est là une manière de « simplifier » le conflit, en réduisant les échecs répétés à une cause unique et extérieure. Or, ce qui demande à être théorisé, c'est moins l'attitude attendue et convenue des syndicats que l'impossibilité pour les assemblées d'aller au-delà d'une certaine limite.

Que les organisations syndicales n'aient pas facilité et ont même entravé la diffusion et la coordination de ces grèves ne constitue guère une surprise, mais pour quelles raisons les assemblées n'ont pas réussi à dépasser leur ancrage local ou régional, à se coordonner de manière autonome, et à tirer les leçons de leurs expériences ? La marginalisation des grèves assembléistes est certes le fruit du paradigme de la négociation et de la « rupture pactée », que l'opposition démocratique a réussi à imposer ; reste à expliquer alors pourquoi les assemblées ont échoué à mettre en avant, au niveau national, une autre narration et un autre paradigme. Ne sont-elles pas demeurées un contre-pouvoir, et, parfois, un double pouvoir, face aux syndicats, mais sans pouvoir se penser et s'instituer comme une alternative durable et structurelle à ceux-ci ?

Le rapport de forces, défavorable, n'est pas uniquement tributaire de causes exogènes – liées à la répression, au pouvoir des partis et syndicats –, mais tient également de facteurs endogènes, à savoir l'auto-limitation des assemblées, qui semblent n'avoir jamais posé – osé poser – radicalement la question politique, au niveau national et sous une forme explicitement révolutionnaire. Les revendications, pour avancées qu'elles aient été, concernaient une usine, voire un secteur productif, et l'amnistie des prisonniers, mais pas le modèle économique ni celui de l'État. La possibilité même de soulever ce type de questionnements faisait d'ailleurs débat au nom justement de l'autonomie ; certains estimant, en effet, que ce serait aller à l'encontre de l'autonomie du mouvement, le livrer à des « avant-gardes » gauchistes, que de débattre de questions qui dépassaient le cadre de l'entreprise, pour

embrasser une dimension globale. De manière corollaire, c'est aussi l'espoir vite déçu du renouvellement de la CNT (Confédération Nationale du Travail) – entre mars et juillet 1977, elle réunit lors de meeting de 20 à 50.000 personnes –, et, avec elle, des forces politiques autonomes et libertaires, qui aurait mérité d'être interrogé.

Les assemblées de quartier – de même que celles, minoritaires, des ouvrières [2]

[2] Il y eut des assemblées de femmes à Vitoria, mais,...

–, qui se développèrent en lien et en solidarité avec les milieux ouvriers, sont mentionnées, mais sans que l'auteur ne s'y arrête longuement, et alors qu'il s'agit d'un enjeu clé du mouvement. Ainsi, les travailleurs de Vitoria, dans le Pays basque, au vu de l'échec de la grève générale du 23 février 1976, décident « d'étendre la mobilisation aux quartiers », en organisant des assemblées communes aux grévistes et aux habitants (sans pouvoir de décision toutefois), afin de muer le mouvement ouvrier en un mouvement populaire. De façon plus générale, on peut d'ailleurs émettre l'hypothèse que c'est faute d'avoir connu une plus large extension hors de l'usine, que le mouvement ouvrier autonome s'est essoufflé et n'a pu résister à la stratégie syndicale, elle-même arrimée à celle des partis socialiste et communiste, qui entendaient diriger la transition.

À cinquante ans de distance, une autre question demeure en suspens. Arnaud Dolidier montre avec brio par quels biais narratifs et historiographiques, les assemblées ouvrières des années 1970 ont été effacées ou « oubliées » des mémoires. Mais leur non reconnaissance au sein du Mouvement des indignés doit-elle être uniquement attribuée à l'histoire « officielle » ? Certains traits des pratiques assembléistes contemporaines ne génèrent-elles pas elles-mêmes une distance plus générale et radicale avec le mouvement ouvrier, y compris avec des expériences de celui-ci, avec lesquelles elles entretiennent pourtant nombre de correspondances, mais dont elles semblent ignorer, voire refuser l'héritage ?

Frédéric Thomas

[1] Il aurait d'ailleurs été intéressant de dire si cette pratique relevait ou non du soutien d'une partie minoritaire de l'église catholique – celle-ci fut, sauf au Pays basque, l'un des piliers du régime franquiste –, et si des formes de collaboration (et lesquelles) existaient.

[2] Il y eut des assemblées de femmes à Vitoria, mais, prévient l'auteur, « comme dans d'autres mobilisations, leur invisibilité est significative d'une construction masculiniste et sexiste du "mouvement ouvrier" espagnol », page 112.

Assembléisme, autonomie et « transition »



■ Arnaud DOLIDIER

TOUT LE POUVOIR À L'ASSEMBLÉE !

Une histoire du mouvement ouvrier espagnol pendant la transition (1970-1979)

Éditions Syllepse, 2021, 296 p., cahier photos.

Longtemps vantée comme modèle dans l'ordre imaginaire du spectacle mondial, la « transition » espagnole s'ouvre en novembre 1975 avec la mort de Franco et se poursuit jusqu'au triomphe des socialistes aux élections législatives de 1982. Elle signe, en cette terre d'Espagne apparemment ralliée aux vertus du Grand Marché, le passage supposément apaisé d'une dictature à une démocratie. Elle est, en réalité, le résultat d'un pacte de silence passé entre la fraction libérale-européiste du bloc franquiste et l'ex-opposition socialo-communiste convertie à l'Institution monarchique et à la loi du Marché. Dans ce cadre, tout ce qui pouvait contrarier les affaires de la classe dominante recomposée devait être mis sous le tapis, les crimes du franquisme notamment. *Borrón y cuenta nueva*, dit-on dans la langue de Cervantès. On efface tout et on recommence, en somme. Dans l'ordre de la raison retrouvée et des profits que l'adhésion à l'Europe va démultiplier.

Pour Arnaud Dolidier, l'important, c'est de sortir l'histoire de cette transition démocratique de sa gangue explicative qui, par cumul de complicités et d'intérêts partagés, gomme des mémoires l'importance de la résistance ouvrière à la reconfiguration que ce pacte transitionnel induisait. À lire son livre et les nombreux exemples qu'il donne, on comprend, par exemple, que les grèves forcément sauvages, massives et souvent structurées à partir d'assemblées furent légion entre 1970 et 1975, inventèrent des formes de lutte imaginatives, et participèrent d'une dynamique de réappropriation d'une culture ouvrière de confrontation.

À la fin des années 1960 déjà, cette période que les historiens ont appelée le « tardo-franquisme », la conflictualité ouvrière, notamment dans la métallurgie et le bâtiment, était déjà à un haut niveau. La répression systématique et sans quartier qu'on lui opposa allait la radicaliser. À partir de la grève de Harry Walker (1970-

71), usine barcelonaise de fabrication d'accessoires automobiles, on voit apparaître les premiers symptômes d'une manière neuve de faire vivre la lutte de classe à travers des assemblées de travailleurs soucieuses que personne ne les prive de leur souveraineté décisionnelle. Certains ont vu, dans cette pratique, la réémergence d'une très ancienne tradition anarcho-syndicaliste. Arnaud Dolidier s'en tient, lui, à constater une forte percée de l'autonomie unitaire de classe. Peut-être, d'ailleurs, n'y a-t-il pas contradiction entre ces deux hypothèses.



Cette « insubordination ouvrière » émergeant à la lumière crépusculaire d'un franquisme agonisant irradié si puissamment aux premiers temps de ladite transition que la normalisation démocratique n'alla pas sans heurts. Construit chronologiquement, l'ouvrage d'Arnaud Dolidier offre, sur une perspective temporelle suffisamment longue pour en saisir les continuités et les discontinuités, un panorama complet et détaillé de la spirale des résistances ouvrières au « tardo-franquisme » et à la normalisation-domestication démocratique, soutenue par le capital, planifiée par le bloc bourgeois modernisateur où la « gauche » pesait d'un bon poids.

L'année 1977 marqua sans doute un tournant majeur dans ce dispositif avec la légalisation des syndicats historiques. Parmi eux, l'Union générale des travailleurs (UGT), courroie de transmission du Parti socialiste, et les Commissions ouvrières (CC.OO.), organiquement liées au Parti communiste, jouèrent, en effet, un rôle déterminant dans la manœuvre de déminage des conflictualités en domestiquant, dans un premier temps, les fractions de la classe ouvrière qu'elles contrôlaient majoritairement et, dans un second, en déconsidérant, puis en criminalisant les autres, notamment la renaissance CNT.

Celle-ci, reconstruite dans la vaine espérance d'un retour d'histoire, tenta de manière désordonnée de fédérer le pôle de radicalité sociale que sa trajectoire historique lui permettait effectivement d'occuper. C'était sans compter sur les impasses d'un temps où, la dictature s'étant délitée d'elle-même, il n'était pas sûr que la perspective fût en soi révolutionnaire et, moins encore, que la fraction sans doute la plus combative du mouvement ouvrier – ouvertement assembléiste, mais assez peu attaché à la forme syndicale – finisse par la rallier en abandonnant les liens que nombre de ses militants de la clandestinité avaient tissés, dans une perspective contradictoire d'autonomie ouvrière, avec les Commissions ouvrières, officiellement nées en 1967, mais pas encore totalement inféodées au Parti communiste.



On peut s'étonner que, sur ce point qui demeure pourtant central pour comprendre pourquoi la CNT reconstruite ne parvint pas à faire maison commune pour l'assembléisme ouvrier, Arnaud Dolidier n'apporte aucun élément d'analyse. Rares sont, en effet, dans cet ouvrage pourtant nourri et informé, les allusions à ce rendez-vous manqué. Au point qu'on est en droit de se demander si, pour l'auteur, la question méritait même d'être posée. S'il reconnaît, en effet, que la CNT sut opter « pour la subordination des syndicats aux assemblées ouvrières » et que

ce choix stratégique s'accompagna « d'un engagement important des militants cénétistes dans les luttes, allant parfois jusqu'à mettre au second plan la consolidation de leurs structures syndicales internes », il insiste sur une sorte de hiatus insurmontable qui aurait rendu forcément étanche, d'une part, un assembléisme conçu « comme outil organisationnel » (par la CNT) et, de l'autre, un assembléisme, le bon à ses yeux, qui aurait constitué « le socle d'alternatives sociales et politiques » fondant une pratique conséquente d'autonomie ouvrière. Partant de là, l'auteur s'en tient à un choix idéologique qui l'empêche, pensons-nous, de comprendre ce qui permet pourtant d'expliquer en quoi la perspective strictement assembléiste finit par s'enfermer, sous l'influence de ses ardents partisans, militants de l'autonomie, dans une dynamique certes combative mais qui atteint vite ses limites. En s'abstenant de rejoindre les militants cénétistes – souvent issus des anciens Groupes ouvriers autonomes (GOA) – qui tentaient une synthèse audacieuse entre le vieux legs anarcho-syndicaliste et sa réactualisation comme stratégie autonome de classe pour les temps présents, ils contribuèrent à minoriser cette perspective et, par effet induit, à faire en sorte que la CNT devienne un entre-soi contradictoire où, faute d'ouverture et la répression d'État faisant le reste, elle se consuma, dans la spirale sans fin des invectives, des purges et des regrets.

Pourtant, la longue grève de Roca-Radiadores de 1976-1977, deuxième entreprise la plus importante de Catalogne, assembléiste du début à la fin, avait en quelque sorte préfiguré ce qu'aurait pu apporter de nouveau, sur un plan stratégique global, une convergence réelle entre des travailleurs en lutte sur leurs propres bases, les minorités actives de culture conseilliste qui les influaient localement et une CNT capable de les soutenir en mettant à leur disposition, sans contrepartie aucune, sa logistique et son indéniable savoir-faire en matière de popularisation et d'élargissement des luttes.

Privés d'air, les uns et les autres finirent, et ce malgré les indéniables résistances qu'ils opposèrent à la recomposition du système de domination et d'exploitation, par passer sous ses fourches caudines. L'épuisement du modèle assembléiste et l'implosion d'une CNT aussi rapidement déconstruite que reconstruite signèrent conjointement la fin d'une espérance.



Dit d'une autre manière, le point de vue choisi par Arnaud Dolidier repose probablement par trop sur l'idée contestable que l'assembléisme serait le trait majeur de l'autonomie ouvrière – son marqueur principal, en somme. Or, dans le cas espagnol de la décennie qui nous occupe, la forme indéniablement assembléiste que prirent les luttes ouvrières les plus offensives releva plutôt, entre 1970 et 1975, d'une manière – efficace – de se doter d'une légitimité interne dans un paysage social encore configuré par l'absence totale de liberté syndicale et son verrouillage par le seul « syndicat » existant – franquiste, vertical et d'affiliation obligatoire¹. En poussant aussi loin que possible – « Tout le pouvoir aux assemblées ! » – l'esprit supposé des « commissions ouvrières » qui avaient émergé en son sein, les

¹ De janvier 1940 à décembre 1977, le régime franquiste, inspiré de la Charte du travail mussolinienne, confia la tâche d'encadrement social de la classe ouvrière à un « syndicat » unique, l'Organisation syndicale espagnole (OSE), qui réunissait ouvriers et patrons. À partir du début des années 1960, l'OSE fut pénétrée par les communistes, à travers la création en son sein de « commissions ouvrières », et par les chrétiens de l'Union syndicale ouvrière (USO).

militants ouvriers les plus combattifs s'inscrivaient certes dans une perspective d'autonomie de classe, mais circonstancielle. Car le concept d'autonomie ouvrière recoupe deux impératifs : un principe ou mode d'action et une visée d'émancipation fondée sur l'idée que, non seulement les moyens d'action du mouvement ouvrier doivent être déterminés par eux-mêmes, mais que celui-ci puisse avoir la capacité politique de jouer, en toute circonstance, son propre jeu. Ainsi, écrivait Roland Lew, « l'autonomie ouvrière est la forme la plus haute de la lutte des classes, sa vérité même : le lieu social où cette lutte n'est plus seulement un instrument de protection des opprimés, ou un moyen de faire avancer le capitalisme, mais le refus en acte de la société de classe.² » Elle le fut dans certaines périodes de l'histoire où, sous une poussée obscure et avant l'oubli, émergèrent d'authentiques contre-instants d'offensive sociale. À s'en tenir à cette définition, on a toutes les raisons de douter que l'assembléisme ouvrier espagnol des années 1970 suffise, malgré les souvenirs émerveillés qu'en gardent certains militants ou historiens, à faire de l'autonomie de classe l'ombre haute d'une période qui se solda indiscutablement par une défaite totale des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière, toutes tendances confondues.

À lire sans *a priori* de chapelle le livre d'Arnaud Dolidier, on se rend compte des difficultés concrètes que connaissent toujours les conflits locaux à se généraliser par eux-mêmes, c'est-à-dire sans bénéficier du soutien d'une organisation – appelons-là syndicat ou coordination – capable, par son niveau d'implantation et ses relais, d'ouvrir une perspective d'extension du domaine de la lutte. C'en est au point qu'on ne peut pas s'empêcher de ressentir, à la lecture de cet ouvrage nécessaire, un sentiment d'impasse que ne parvient pas à dissimuler la tonalité globalement enthousiaste que l'auteur donne à son récit. Rares, en effet, furent les conflits qui débordèrent réellement, alors, le cadre local ou régional qui leur était imparti.

Cette déperdition par impuissance du potentiel de généralisation du mécontentement social est peut-être, *in fine*, la preuve que, contrairement aux illusions qui nous agitèrent en cette époque de retour d'espérance, cette classe ouvrière en laquelle nous avons tant cru n'était plus en capacité, après quarante ans de franquisme, de rejouer l'histoire comme nous aurions souhaité qu'elle la rejoue.

Freddy GOMEZ

– À *contretemps*/Spanish Cockpit/septembre 2021 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article870>]

AC

² Roland Lew, « Résistance et altérité prolétariennes : remarques sur l'autopraxis ouvrière, in : « Communisme chinois, socialisme réel et auto-émancipation », *L'Homme et la société*, n° 172, L'Harmattan, septembre 2009.

CHRONIQUES NOIR & ROUGE

REVUE TRIMESTRIELLE DE CRITIQUE
BIBLIOGRAPHIQUE DU MOUVEMENT LIBERTAIRE

NUMÉRO 6 SEPTEMBRE 2021 5 EUROS

**ALERTONS LES BÉBÉS
ET LES ANARCHISTES AUSSI !**

DE LA NON-VIOLENCE LÉGITIME

**L'HISTOIRE DES MONTAGNES
RACONTÉE PAR ÉLISÉE RECLUS**

**LE FANATISME
ET LE CONFORT MORAL**

**ROBESPIERRE
OU LA RÉVOLUTION
SANS FEMMES**

**RUDOLF ROCKER
NATIONALISME ET CULTURE**

**TOUT LE POUVOIR
À L'ASSEMBLÉE !**

**LOUIS MERCIER VEGA
TROIS ARTICLES INÉDITS**



Tout le pouvoir à l'assemblée !

Une histoire du mouvement ouvrier espagnol pendant la transition (1970-1979)

“

Ils nous ont envoyé les centrales syndicales, surtout les CCOO [Commissions ouvrières, communiste], pour nous rappeler que le vote à main levée est illégal, que de se défendre face aux attaques de la police est illégal également et que de ne plus avoir peur et nous organiser par nous-mêmes est interdit. »

Témoignage d'ouvriers recueillis par Teoría y práctica en mars 1977, à propos de la grève de Roca.

Les images de la répression en Catalogne qui ont suivi le référendum de 2017 ou, encore celles plus récentes, de l'incarcération du rappeur Pablo Hasél (février 2021) pour délit d'opinion vis-à-vis de la couronne et de la police espagnoles ne peuvent pas se comprendre si l'on a en tête le cliché d'une « Transition » qui aurait été marquée par « la volonté du peuple espagnol qui, guidé par un esprit de "consensus", de tolérance et de dialogue, aurait souhaité la réconciliation nationale entre vainqueurs et vaincus de la guerre civile espagnole ¹ ». Une « Transition » qui marquerait « l'avènement de la démocratie et (laisse) entendre que la libéralisation du régime portait les germes d'une future démocratisation ² ».

Autrement dit, l'institutionnalisation du franquisme par et dans la « démocratie (bourgeoise) ». Un franquisme « ouvert » qui aurait mis au rebut ses rêves de croisade et d'épuration socio-politique ³ et à l'instauration duquel le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et le Parti communiste espagnol (PCE) ont largement contribué ⁴.

Or, dans son discours de Noël de 1969, le caudillo Francisco Franco Bahamonde se félicite de la fameuse transition à venir en précisant devant les té-



léspectateurs et téléspectatrices le fait que « *Todo ha quedado atado y bien atado* ⁵ ». L'une des hypothèses avancées par l'auteur, Arnaud Dolidier résonne particulièrement d'actualité au vu de la séquence événementielle dans laquelle l'Espagne se trouve toujours engluée : « *La démocratie espagnole telle qu'elle est effectivement née résulte d'une interiorisation de ses limites par un ensemble d'acteurs et ce processus a rendu invisible un ensemble de milieux autonomes et révolutionnaires qui ont été marginalisés au cours de la période étudiée* ⁶ ».

C'est donc bien à un mythe auquel on a à faire. Et c'est l'un des mérites de ce livre que de s'y attaquer en démontrant la formidable conflictualité qui a régné au sein des masses prolétaires et ouvrières espagnoles tout au long des années 1970, à l'inverse d'une transition que l'histoire officielle dépeint comme « pacifique ». Une période pendant laquelle, ainsi que le signale l'auteur : « *A cause de la nature*

même du régime et face à l'absence d'un cadre légal démocratique pour réguler le droit de grève et de manifestation, chaque mobilisation sociale devient un conflit politique ⁷ ». Une période qui méritait mieux que ce mol accord de principe autour d'une démocratie tronquée qu'est la fameuse Constitution de 1978 toujours en vigueur en Espagne – et les Pactes dits de la Moncloa qui l'ont précédée ⁸.

Le travail de l'auteur s'inscrit dans la désormais connue mais toujours ô combien essentielle histoire dite « par le bas ⁹ ». Essentielle car si « *bête* » il y a toujours (et c'est ici du roman national d'où qu'il vienne dont je veux parler), son « *ventre est toujours fécond* ». Pour brosser cette histoire par le bas de la mobilisation ouvrière et populaire de la période, l'auteur n'hésite pas à convoquer de multiples sources, y compris policières ; y compris franquistes ; tout en en mettant à profit des entretiens qu'il a pu mener avec des acteurs de l'époque. Par

1. Page 12. Hormis précision de ma part, les citations proviennent du livre d'Arnaud Dolidier, je me suis donc borné à citer les pages d'où elles sont extraites.

2. Page 11.

3. Mais dont certains thuriféraires appellent au début de l'année 2021 le roi Felipe VI à reprendre les choses en mains – sous-entendu, à un coup d'État – en se justifiant par la présence de « *communistes, de putschistes et de prolétaires* » dans le gouvernement *PSOE-Podemos*. <http://www.memoire-libertaire.org/Espagne-270-salopards-appellent-a-un-coup-d-Etat-par-Julia-Barrieras>. Consulté le 1^{er} mars 2021.

4. Rappelons à profit que parmi les sept constitutionnalistes (*padres de la constitución*) de 1978, on trouve un membre du PSOE (Gregorio Peces-Barba Martínez) et un du PSUC-PCE (Jordi Solé i Tura) aux côtés de l'ancien ministre de Franco, Manuel Fraga Iribarne... Rappelons aussi que le PCE s'inscrit dès la fin des années 1960 dans la dynamique Eurocommuniste en lien avec le Parti communiste italien et le PCF. C'est d'ailleurs le secrétaire du PCE, Santiago Carrillo qui, dans *Eurocomunismo y Estado*, théorise ce néo-communisme européen.

5. « *Tout est ficelé, bel et bien ficelé.* » L'idée renvoie au fait que le parlement franquiste vient d'accepter que le successeur de Franco soit son candidat désigné : *Juan Carlos de Borbón. Discurso de Navidad* du 30 décembre 1969. <https://www.youtube.com/watch?v=bUf118rCZPM>. Consulté le 13 avril 2021. Pour une critique succincte de la monarchie espagnole, lire Serge Utgé-Royo, *Couronne de voyous*, <http://www.memoire-libertaire.org/COURONNES-DE-VOYOUS>. Consulté le 19 avril 2021.

6. Page 18.

7. Page 49.

8. Pactes à caractère économique et politique signés dans le palais du même nom par l'ensemble des partis et syndicats d'opposition (à l'exception de la CNT).

9. Pour celles et ceux intéressés par ce courant historique, il y a pléthore de livres désormais mais citons, parmi ses fondateurs, Edward P. Thompson et sa *Constitution de la classe ouvrière anglaise*, Howard Zinn et son *Histoire populaire des États-Unis*, les travaux d'Osvaldo Bayer sur le mouvement ouvrier anarchiste argentin, ou, parmi les fondateurs, en France, Lucien Febvre.



Photo de tournage du film *Vitoria*, mars 1976

leur confrontation, il nous plonge parfois de manière très dynamique et roborative dans des mouvements de grève massifs articulés en lien avec les assemblées dont il détaille l'organisation et ne se cantonne pas à la simple évocation (c'est le cas pour les grèves de Sabadell de février 1976 et celle de Vitoria de janvier à mars 1976). On y suit le cheminement d'un monde du travail dont une partie tente de se tenir à distance de structures rigides ayant conservé le stalinisme des pratiques et des condamnations mais troqué le discours révolutionnaire pour une diatribe guère plus social-démocrate qu'une autre... Il analyse ainsi dans le détail et sans fard les manœuvres des appareils syndicaux et politiques, leurs fauxsemblants et leurs doubles discours tout en pointant du doigt les défaites et les manquements malgré un tropisme pro-assembléiste entièrement contenu dans le titre du livre qui sonne comme une revendication (ce qu'il est). Mais, ce n'est pas l'adepte de la subjectivité que je suis qui lui jettera la pierre.

Reprenons.

Après la victoire des troupes rebelles nationalistes en avril 1939, le temps ne s'arrête pas en Espagne, ni pour les maquis urbains ou ruraux¹⁰, ni pour l'activisme ouvrier. Au début des années 1940 et afin d'encadrer les travailleurs dans une perspective corporatiste fasciste, se crée l'Organisation syndicale espagnole (OSE, également appelée Syndicat vertical) permettant aux patrons et aux ouvriers de techniquement « élire » leurs représentants¹¹. Mais, dès la fin des années 1950 (en 1958), la rigidité franquiste connaît un premier assouplissement avec une législation autorisant le *jurado de empresa* (jury/comité d'entreprise) : élu par les ouvriers et ouvrières et courroie de transmission entre la direction et la base des travailleurs. Il constitue « le dispositif central dans le système des relations salariales sous le franquisme¹² » puisqu'il devient à cette date l'outil de négociation des travailleurs dans le cadre des conventions collectives. Par ailleurs, si les communistes du PCE ont cessé la résistance armée à l'orée des années 1950 – et

notamment après l'échec de la tentative d'invasion par le Val d'Aran en 1944 –, ses militants vont s'investir très tôt dans le Syndicat vertical afin de le subvertir. Cet entrisme dans la centrale franquiste ne va pas sans provoquer quelques frictions qui vont se faire jour au cours de la deuxième moitié des années 1970¹³. Car, ce dont parle l'auteur, c'est aussi de la confrontation entre une vision radicalement anti-franquiste et anticapitaliste tenue par les militants autonomes (d'obédience essentiellement anarchiste) et les groupes divers trotskistes et maoïstes et une vision antifranquiste réformiste qui domine dans les secteurs socialistes et communistes dont l'objectif est d'atteindre une transition vers la démocratie et une prise de pouvoir graduelle¹⁴ nécessitant l'union avec des secteurs de la population dont les intérêts ne convergent pas avec la classe ouvrière et le prolétariat. Dans cette perspective, pour les premiers, « l'assemblée est dès lors perçue comme le moyen (...) par lequel la classe ouvrière "prend conscience" de ses objectifs révolutionnaires¹⁵ ». Parce qu'il s'agit bien de cela : d'une révolution que l'on tentera encore. Au contraire de la construction d'une opposition démocratique se voulant « responsable » et donc, tout, sauf révolutionnaire puisqu'elle va opposer la « démocratie bourgeoise » à la « démocratie ouvrière ». Il faut noter là que le concept de démocratie ouvrière n'est pas univoque – l'auteur, et c'est un reproche qu'on peut lui adresser, ne définit pas ce qu'il entend par ce terme :

– 1. il peut renvoyer à la construction para-étatique d'un pouvoir ouvrier au sens où l'entend par exemple Antonio Gramsci dans son article « Démocratie ouvrière » de 1919¹⁶ mais,

– 2. dans le contexte assembléiste, il s'agira plus prosaïquement d'indiquer le caractère opérationnel d'une démocratie directe s'épanouissant dans le cadre de mouvements spontanés et non-représentatifs.

Évidemment, ce que dévoile cette dichotomie, c'est une (déjà à l'époque) vieille division entre un parti sûr de son projet et en ordre de marche derrière ses penseurs face à une « anarchie » ou un « gauchisme » considérés comme aventureux voire cri-

minels vis-à-vis de la population – notamment parce qu'elle ou il déchaîne les foudres de la répression. On a donc l'expression d'un clivage profond représenté aussi par deux événements de la période qui seront chacun revendiqué comme la bonne manière de mener un conflit :

– d'abord, la grève de la ville catalane de Sabadell (près de Barcelone) qui, de par son déroulement (mais un résultat en demi-teinte puisque les objectifs premiers ne seront pas atteints et évolueront au cours de la lutte), est considérée comme exemplaire par les CCOO et le PCE puisqu'on a, avec cette grève, la démonstration de la nécessité que les mobilisations ouvrières aient « deux organes différents : d'un côté les représentants syndicaux (cerveau de la mobilisation), de l'autre les ouvriers (corps de la mobilisation)¹⁷ » ;

– puis, la grève générale de Vitoria (au Pays basque) où les organisations ouvrières n'ont que peu d'influence. Là dominant les pratiques assembléistes radicales et la journée de grève du 3 mars particulièrement déborde en émeutes qui se terminent par l'assassinat de cinq ouvriers par la police. « Alors que Sabadell est construit comme le référent de l'efficacité syndicale prônée par les CCOO et le PCE, Vitoria est perçue dans les discours des militants de l'autonomie ouvrière comme le "modèle" de l'ensemble des luttes assembléistes et autonomes de la période¹⁸. »

L'analyse se fait plus fine encore lorsqu'il s'agit de décrire l'opposition entre deux types d'assemblées : « l'auto-organisée » et celle « contrôlée par le syndicalisme de classe ». Mais, au-delà des revendications, ce que l'auteur démontre dans sa deuxième partie c'est bien la tentative de « domestication » d'une classe ouvrière « sauvage » qui menace l'ouverture du régime. Le véritable chantage à la transition démocratique (la « réforme » dite « pactée ») qui s'installe après la mort du dictateur fait pression sur les organisations antifranquistes pour qu'elles mettent littéralement au pas les masses laborieuses. On observe alors un renversement du discours écœurant (on dirait *asqueroso* en espagnol) dans lequel la répression armée policière (meurtres

10. Le maquis agissant dans ma *comarca* (« division territoriale en Espagne »), le Matarraña (province de Teruel, Aragon) aurait duré selon les anciens que j'ai pu rencontrer au début des années 2010 jusqu'en 1957, alors que le massif montagneux dit des *Puertos de Tortosa-Beceite* (Ports de Beceite) était vraisemblablement l'une des zones de chasse préférées du dictateur.

11. Évidemment dans un environnement syndical où les centrales CNT et UGT ont été interdites...

12. Page 22.

13. Entrisme qui n'est pas une exclusivité trotskiste mais que les militants socialistes considèrent plutôt comme du collaborationnisme.

14. Gradualisme qui va conduire les membres du PCE à participer aux élections professionnelles organisées par le franquisme.

15. Page 32.

16. À lire ici : https://www.marxists.org/francais/gramsci/works/1919/06/gramsci_19190621.htm.

17. Page 149.

18. Page 99.



Assemblée des travailleurs de Roca. 1976

et tortures), les attentats des groupes terroristes d'extrême droite (dits *tardofranquistes*) visant les travailleurs en grève relèvent moins du « chaos » que les grèves sauvages – y compris dans le discours de militants communistes – voire que les « extrêmes » s'entendent bien pour déstabiliser le processus démocratique en cours. Or ce qui est bien en balance rétrospectivement c'est la légitimité d'un pouvoir qui s'est établi dans le sang et le massacre, la répression et la liquidation d'un espoir révolutionnaire profond face à une volonté de « changement » vers plus de démocratie et d'ouverture. Mais, là non plus, il ne faudrait pas oublier que cet espoir avait déjà fait l'objet d'une première liquidation par les membres du PCE suite aux événements de mai 1937 et à l'armement de la petite bourgeoisie par les stali-niens : la révolution, à l'époque, s'est bien arrêtée en mai. L'acmé de ce rejet arrive sans doute avec la grève de Roca (dans la ville catalane de Gava) de la fin 1976 dont l'historiographie officielle syndicale communiste ne rend pas ou peu compte mais qu'Arnaud Dolidier exhume et relate avec précision.

Si l'on ajoute à ces considérations, une véritable attention à la description du cheminement des différentes organisations présentes sur le champ social espagnol de l'époque, on peut sans conteste affirmer que *Tout le pouvoir à l'assemblée !* est une pièce indispensable à l'histoire populaire et politique (pléon-asme, sans doute) du voisin outre-pyrénéen dont les remous et les circonvolutions ne cessent de nous interroger.

Guillaume de Gracia

Arnaud Dolidier, **Tout le pouvoir à l'assemblée !
Une histoire du mouvement ouvrier espagnol
pendant la transition (1970-1979),**

éd. Syllepse, Paris, juin 2021

296 pages, 20 euros

MITIN CNT
POR LA AUTONOMIA OBRERA

OVIEDO
2 de abril
PLAZA DE TOROS
12 de la mañana
ORGANIZA: F. L. OVIEDO C. N. T.

HABLARAN
FEDERICA MONTSENY
ENRIQUE MARCOS
(REGIONAL CATALAN)
J. L. GARCIA RUA
(REGIONAL ANDALUZ)
J. ANTONIO BREGEL
J. RAMON PALACIOS
(F. L. OVIEDO)
J. MANUEL BARREAL
(F. L. LA REGION)
CANTARA
CAYETANO MORALES

Le CRAS (Centre de recherches sur l'alternative sociale) est une association qui gère un fonds d'archives d'histoire sociale créé en 1979 (voir l'historique au local ou sur notre site). Elle est affiliée à la FICEDL (Fédération internationale des centres d'études et de documentation libertaires).

Les histoires des luttes passées ou présentes, celles des choix, des refus et des ruptures sociales, des moments de révolte, d'initiatives, d'alternatives bouleversant l'ordre établi, sont toutes importantes à nos yeux.

Pour ne pas abandonner les traces et les récits des luttes aux mains des officines de l'État...

Pour éviter que ces histoires ne soient effacées ou réécrites par les tenants du pouvoir, les dominants, les archives indépendantes ont un rôle à jouer.

L'association se donne pour objectif de rassembler, de conserver et de rendre accessibles au public les traces matérielles des luttes émancipatrices et tout autre document critique sur la société.

Elle participe à une œuvre concrète d'utilité sociale en conservant et diffusant une mémoire subversive contre l'amnésie générale organisée.

Ces archives sont vivantes, elles contribuent à la fabrication d'outils d'information et de réflexion. Elles servent aussi de sources pour des documents édités par le CRAS.

Elles peuvent fournir une base documentaire historique pour enrichir les débats et la compréhension du monde, et peut être pour mieux investir les luttes en cours ou à venir.

L'essentiel des archives couvre la période de la fin des années 1960 à nos jours.

Elles sont constituées de témoignages, textes, tracts, brochures, journaux, livres, affiches, photos, articles de presse, autocollants, films, documents numériques audio et vidéo...

Elles sont consultables, directement au local, sur rendez-vous, et en partie sur notre site internet.

Le fonds est privé, l'association conserve un droit de réserve sur sa consultation et sa diffusion.

La conservation des archives a un coût, leur utilisation et reproduction aussi.

L'autonomie politique et financière est une garantie minimale pour une gestion pérenne de ce fonds.

C'est en adhérant et/ou en participant que ce projet perdurera.

Contacts :

tél : 09 51 43 19 08

mail : cras.toulouse@wanadoo.fr

site : <https://cras31.info>

Accueil sur rendez-vous



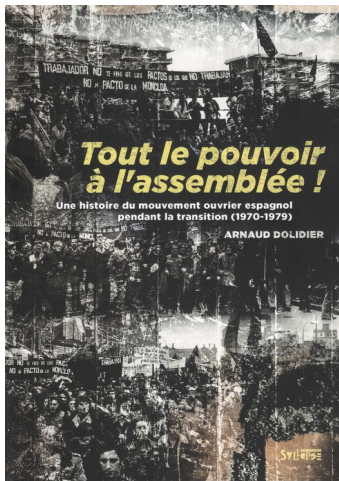
Les luttes ouvrières en Espagne (1970-1979)

Échanges avec Arnaud Dolidier autour de son livre *Tout le pouvoir à l'assemblée !*



VENDREDI 5 NOVEMBRE 2021
au CRAS – 39, rue Gamelin 31100 Toulouse
(métro Fontaine-Lestang)

19h : Accueil - Auberge espagnole
20h : Présentation du livre
vers 22h : Projection de trois documentaires sur
cette période



Dès le début des années 1970, les luttes ouvrières et sociales se multiplient, et par ailleurs la dictature veut devenir plus présentable ; une "transition" avant l'heure s'amorce sous la pression populaire.

Après la mort de Franco, en 1975, la "transition" s'organise dans le bon ordre avec la participation du Parti Socialiste et du Parti Communiste Espanol et de leurs syndicats associés. Cependant, de nombreux travailleur-euses et habitant-es des quartiers populaires veulent voir satisfaites leurs revendications sociales et changer de société. Cette contestation sociale prend la forme de multiples assemblées, pratiquement permanentes et qui décident et organisent ce mouvement social original. C'est l'histoire de ce mouvement que nous propose Arnaud Dolidier. Revenant sur les luttes sociales sous le franquisme qui ont préparé l'éclosion de ce mouvement, il fait ensuite le récit de cette turbulente période. Appuyé sur d'abondantes sources, cet ouvrage retrace pas à pas les débats qui l'ont traversé et suit les expériences qui ont été menées, notamment deux d'entre elles, étudiées plus en détail. Cet ouvrage restitue le rythme des palpitations de ces assemblées ouvrières et populaires qui devront faire face à une sanglante répression. La grève chez Harry-Walker, à Barcelone, en 1970, donne le ton. Bien d'autres suivront, elles aussi largement

documentées et commentées ici. Elles touchent différents secteurs professionnels, et se déroulent aussi bien à Madrid qu'à Valladolid, en Catalogne ou au Pays basque.

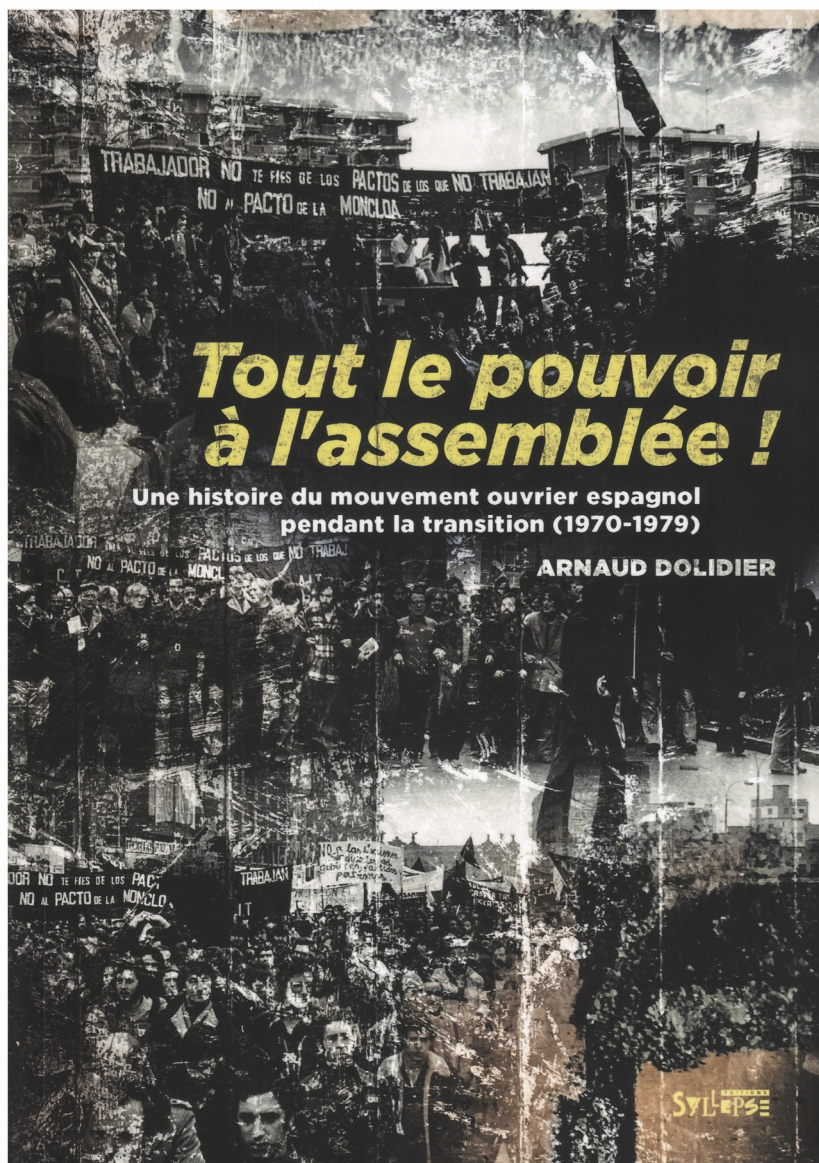
La grève générale de Vitoria ou la lutte de Roca sont particulièrement emblématiques de cette période. C'est une période d'intenses débats : boycott ou détournement des élections syndicales de Franco ? Priorité à l'unité ouvrière ou à la construction des outils partisans ? Le pacte de la Moncloa, validé par la droite et la gauche, mais aussi par certains syndicats (sauf la CNT, syndicat libertaire), constituera un tournant.



Vitoria/Gasteiz, 3 mars 1976

Projection de trois documentaires :

- *Vitoria, Marzo 1976* du réalisateur Luis E. Herrero qui retrace les événements du 3 mars à l'aide d'archives d'époque. Contre une assemblée ouvrière qui se tenait dans une église les forces de l'ordre utilisant entre autres des balles réelles provoqueront la mort de 5 ouvriers et plus d'une centaine de blessé-es dont 20 graves. Durée 21mn.-
- Entretiens sur des groupes qui vont participer en 1976 à la reconstruction de la CNT. Durée 5 et 4mn.



vendredi
5 novembre 2021

soirée sur

les luttes ouvrières
en Espagne
(1970-1979)

20h - échanges avec Arnaud Dolidier autour de son livre «Tout le pouvoir à l'assemblée !»

Projection de trois documentaires

- *Vitoria - Marzo 1976* du réalisateur Luis E. Herrero qui retrace les événements du 3 mars à l'aide d'archives d'époque. Contre une assemblée ouvrière qui se tenait dans une église les forces de l'ordre utilisant entre autres des balles réelles provoqueront la mort de 5 ouvriers et des blessures sur plus de 100 autres. Durée 21mn.

- Entretiens sur des groupes qui vont participer en 1976 à la reconstruction de la CNT (syndicat libertaire). Durée 5 et 4mn.



CRAS (Centre de Recherche sur l'Alternative Sociale)
39, rue Gamelin 31100 Toulouse (métro Fontaine-Lestang)

Accueil - auberge espagnole à partir de 19h